



## POLITIQUE

Code : PO-62

Direction responsable : Direction de la logistique

Adoptée par le conseil d'administration le : 2024-02-06  
Résolution no: CA-CIUSSS-2024-02[PO-62]-06

**TITRE : Code de conduite des fournisseurs du CIUSSS de la Capitale-Nationale**

### CONSULTATIONS

- Conseil des infirmières et infirmiers :
- Conseil multidisciplinaire
- Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens :

Cadres :

Autres :

## **1. Préambule**

Les établissements offrent à la population des services généraux et spécialisés correspondant aux cinq grandes missions définies par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2) selon qu'ils exploitent un :

- Centre local de services communautaires (CLSC);
- Centre hospitalier (CH);
- Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD);
- Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse (CPEJ);
- Centre de réadaptation (CR).

Au Québec, un établissement peut assumer plus d'une mission. Ainsi, les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) peuvent exploiter un CLSC, un CHSLD, un CH, un CPEJ et un CR. Ces regroupements de missions visent une meilleure intégration des services.

La Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, découlant de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1), enjoint les ministères et organismes à se doter de mesures pour favoriser les approvisionnements responsables.

Bien que des initiatives soient déjà en cours dans certains établissements de santé et de services sociaux, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a mis en place un cadre de référence visant à mobiliser et à concerter les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) au sujet de l'approvisionnement responsable. On vise ainsi entre autres à créer un environnement propice à l'établissement de relations solides et durables avec nos fournisseurs, nos employés et nos clients.

## **2. Introduction**

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale met en place une démarche d'approvisionnement responsable et souhaite établir des relations d'affaires avec des fournisseurs et leurs sous-traitants qui partagent les mêmes valeurs en ce qui concerne le respect des travailleurs et de la communauté et le respect de l'environnement, dans un contexte de transparence, et ce, en vue d'adopter des pratiques commerciales éthiques et respectueuses de la société.

## **3. Portée**

Le présent code de conduite des fournisseurs établit les normes minimales en matière d'approvisionnement responsable qui doivent être respectées dans la prestation de biens et de services et travaux de construction avec le CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Il s'applique dans le cadre des pratiques et des interactions avec le CIUSSS de la Capitale-Nationale, y compris avec nos employés, dirigeants, administrateurs ou tous les autres mandataires.

Le code s'applique à tous les fournisseurs et à leurs sous-traitants qui répondent aux demandes de soumissions et/ou qui fournissent des biens et des services au CIUSSS de la Capitale-Nationale. Dans l'exécution de leurs contrats, les fournisseurs et leurs sous-traitants doivent se conformer à toutes les lois et à tous les règlements applicables.

À titre de fournisseur du CIUSSS de la Capitale-Nationale, il est de votre responsabilité de diffuser ce code à toutes les personnes fournissant des biens et des services au CIUSSS de la Capitale-Nationale par votre intermédiaire, de les informer à son sujet et de vérifier avec diligence qu'elles le respectent.

Ce code de conduite des fournisseurs peut être mis à jour ou modifié de temps à autre. Il est de votre responsabilité de passer périodiquement en revue ce code et d'examiner toute modification qui y est apportée pour vous assurer que vos pratiques y sont toujours conformes.

Nous prévoyons collaborer avec nos fournisseurs afin d'assurer le respect de ces normes minimales et de nous inscrire dans une démarche évolutive.

#### **4. Éthique et professionnalisme**

Les fournisseurs doivent répondre aux demandes de soumissions et appels d'offres en matière d'approvisionnement de façon honnête, équitable et exhaustive, qui reflète fidèlement leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans la demande de soumissions et des documents d'appels d'offres.

Les fournisseurs doivent présenter des soumissions, des offres et conclure des marchés uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations énoncées. En outre, les fournisseurs et leurs sous-traitants ont le devoir d'agir honnêtement et de bonne foi avant et pendant le processus d'approvisionnement.

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale exige de ses fournisseurs et de leurs sous-traitants de respecter les lois. Il s'attend à ce qu'ils exercent leurs activités de façon responsable sur les plans social et environnemental en satisfaisant, au minimum, aux attentes et obligations formulées dans le présent **Code de conduite pour l'approvisionnement**.

Le code est un énoncé des attentes et obligations à l'égard des fournisseurs et de leurs sous-traitants.

#### **5. Principes**

Les fournisseurs et les prestataires du CIUSSS de la Capitale-Nationale doivent respecter les principes suivants :

##### ***Respect des travailleurs et de la communauté***

Ce principe s'applique à tous les travailleurs impliqués, de près ou de loin, dans l'ensemble la chaîne d'approvisionnement du CIUSSS de la Capitale-Nationale, et ce, quel que soit leur statut (saisonnier, occasionnel, temps partiel, temps plein, travailleurs locaux ou migrants). Une attention particulière sera portée aux conditions de travail de certains travailleurs plus vulnérables. Le CIUSSS de la Capitale-Nationale attend de ses fournisseurs et de leurs sous-traitants qu'ils lui procurent des biens et des services issus de pratiques où les travailleurs sont traités dignement, respectueusement et de façon équitable, dans un environnement de travail sain et sécuritaire et avec des conditions de travail décentes et exemptes d'abus.

Le respect des lois et des réglementations relatives au droit du travail en vigueur dans les juridictions où se déroulent les activités du fournisseur ou de ses sous-traitants constitue le minimum exigé par le CIUSSS de la Capitale-Nationale. Il est par ailleurs connu que certaines juridictions d'où s'approvisionne le CIUSSS de la Capitale-Nationale ne disposent pas de telles lois ou encore qu'il existe des lacunes dans les lois

existantes et leur application. Face à cette situation, le CIUSSS de la Capitale-Nationale considère qu'il est important d'édicter les pratiques que ses fournisseurs doivent respecter afin d'assurer le respect des travailleurs.

Pour ce faire, le CIUSSS de la Capitale-Nationale s'inspire de standards internationaux reconnus, en particulier les principes et droits du travail tels qu'ils sont proposés par l'Organisation internationale du travail (OIT).

### ***Âge minimal de travail***

Le fournisseur et ses sous-traitants ne peuvent embaucher des employés dont l'âge est inférieur à l'âge légal minimal local ou qui n'ont pas encore terminé leur scolarité obligatoire.

### ***Heures de travail***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent veiller à ce que leurs employés travaillent en conformité avec toutes les lois et réglementations en vigueur relatives aux heures de travail et aux jours de repos. Le fournisseur et ses sous-traitants ne dépasseront pas les heures de travail locales en vigueur, sauf si les travailleurs sont rémunérés de manière appropriée pour les heures supplémentaires et que les heures supplémentaires travaillées sont volontaires.

### ***Salaires et avantages sociaux***

Le fournisseur et ses sous-traitants se doivent d'offrir des salaires et des avantages sociaux conformes aux lois du pays où ils exercent leurs activités (salaire minimum requis).

### ***Travail forcé***

Le fournisseur et ses sous-traitants ne doivent pas avoir recours au travail forcé. Tout emploi doit être volontaire, et chaque travailleur doit être libre de quitter le travail à tout moment et/ou de pouvoir mettre fin à son emploi.

### ***Pratiques d'emploi***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent employer uniquement des travailleurs légalement autorisés à travailler dans leurs installations. Le fournisseur et ses sous-traitants sont responsables de valider l'admissibilité de l'employé à travailler à l'aide de la documentation appropriée.

### ***Liberté d'association et négociation collective***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent respecter le droit de leurs employés d'adhérer à une organisation reconnue ou de se faire représenter par elle conformément à toutes les lois et à tous les règlements applicables.

### ***Traitement juste et équitable***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent, en tout temps, traiter équitablement, avec dignité et respect leurs employés : le fournisseur et ses sous-traitants ne doivent faire aucune discrimination basée sur la

race, la couleur de peau, la religion, le sexe, l'origine nationale, l'âge, le handicap ou l'orientation sexuelle. Le fournisseur et ses sous-traitants doivent fournir un milieu de travail exempt de harcèlement et d'abus pour leurs employés.

Toute forme de violence psychologique, physique, sexuelle ou verbale, l'intimidation, la menace ou le harcèlement ne doit pas être toléré.

### ***Respect des obligations découlant de la relation de travail***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent établir les conditions d'embauche et de licenciement selon les lois applicables et les employés doivent avoir accès à des documents précisant ces conditions, et ce, dans la langue locale ou la langue parlée par les employés.

### ***Santé et sécurité au travail***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent fournir à leurs employés un environnement de travail sain, hygiénique et sécuritaire et prendre les mesures nécessaires afin de prévenir les blessures, les maladies et les accidents associés au travail. Lorsque l'hébergement est fourni, il doit être propre, hygiénique et sécuritaire. Le fournisseur et ses sous-traitants doivent se doter de procédures claires en matière de santé et sécurité au travail, y compris attribuer la responsabilité de cette fonction à un haut dirigeant, et sont encouragés à régulièrement offrir à leurs employés des formations en matière de santé et sécurité.

### ***Alcool et drogues en milieu de travail***

Le fournisseur et ses sous-traitants s'engagent à promouvoir un environnement de travail exempt d'alcool et de drogue. En ce sens, dès qu'ils se trouvent dans les établissements du CIUSSS de la Capitale-Nationale, sur l'un de ses chantiers de construction, à proximité de ses installations (y compris les lignes de transport et de distribution ou ses stationnements), les travailleurs ne doivent avoir aucune trace d'alcool ou de drogues dans leur organisme. Tout travailleur ayant des comportements qui suggèrent l'influence d'alcool ou de drogues s'expose à être retiré immédiatement de son travail et le fournisseur pourrait faire face à la rupture de son lien d'affaires avec le donneur d'ouvrage, en l'occurrence le CIUSSS de la Capitale-Nationale.

### ***Protection de l'environnement***

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale cherche à acheter des biens et des services qui sont issus de pratiques respectueuses de l'environnement et qui visent à minimiser leur empreinte environnementale, et ce, à toutes les étapes du cycle de vie du bien ou du service. Les fournisseurs du CIUSSS de la Capitale-Nationale doivent accorder une grande attention aux questions environnementales et prendre des initiatives en vue de favoriser une saine gestion de l'environnement grâce à des pratiques visant la prévention des changements climatiques et la conservation des ressources.

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale attend minimalement de ses fournisseurs qu'ils respectent les lois environnementales applicables dans les pays où ils exercent leurs activités. Le CIUSSS de la Capitale-Nationale exige des fournisseurs qu'ils exercent leurs activités conformément à l'ensemble des lois, des normes, des règlements, des pratiques et des politiques administratives en matière de protection environnementale.

### ***Respect de la santé et du bien-être animal***

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale se préoccupe de la santé et du bien-être des animaux, qu'ils soient terrestres ou aquatiques, dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Le fournisseur et ses sous-traitants de produits d'origine animale doivent s'assurer que les animaux sont traités conformément aux directives approuvées par le gouvernement et le secteur d'activité en matière de traitement sans cruauté.

### ***Développement des collectivités***

Les établissements du CIUSSS de la Capitale-Nationale sont importants pour bien des localités du Québec, parfois même les principaux employeurs sur leur territoire. Dans cet esprit, les établissements favorisent, dans le respect de la législation, l'achat local, régional et écoresponsable. Il est attendu que le fournisseur s'inscrive dans une démarche similaire, notamment en favorisant l'embauche de ressources locales, un approvisionnement de proximité et des partenariats avec des entreprises d'économie sociale.

### ***Éthique commerciale***

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale attend de ses fournisseurs qu'ils gèrent leurs activités commerciales dans le respect des normes d'éthique d'entreprise, d'intégrité et d'équité les plus strictes.

### ***Lois antitrust et concurrence loyale***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent suivre des pratiques commerciales loyales de concurrence, conformes aux lois antitrust et aux lois sur la concurrence. En particulier, et sans limiter la portée de ce qui précède, le fournisseur doit éviter de se livrer aux pratiques suivantes :

- Fixation ou contrôle des prix;
- Conduite visant l'interdiction de commerce ou la restriction de concurrence;
- Segmentation du marché ou de la clientèle en collusion avec quiconque.

### ***Conflit d'intérêts ou apparence de conflit d'intérêts***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent faire preuve de prudence et de diligence afin de prévenir et de déclarer sans délai tout conflit d'intérêts ou apparence de conflit d'intérêts.

### ***Collusion, corruption et autres pratiques frauduleuses***

Le fournisseur et ses sous-traitants doivent se conformer à toutes les lois, réglementations et directives applicables. Toute forme ou tentative de corruption, d'extorsion, de truquage de soumissions, de trafic d'influence, d'obtention ou de partage malveillant ou non autorisé d'informations privilégiées, de malversation et de falsification ou toute autre pratique frauduleuse sont formellement interdites.

### ***Lobbyisme***

Ni le fournisseur, ses administrateurs ou dirigeants, ni ses sous-traitants, leurs administrateurs ou dirigeants, ne peuvent avoir une communication d'influence orale ou écrite pour l'obtention d'un contrat ou d'un avantage commercial à moins d'être inscrits au registre prévu à Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, c. T-11.011) et au Code de déontologie des lobbyistes (RLRQ, c. T-11.011, r. 2). Cette loi ne s'applique pas au regard d'un contrat résultant d'un appel d'offres public.

On entend par « communication d'influence » toute communication effectuée par une personne externe auprès d'un membre du conseil d'administration ou d'un membre du personnel du CIUSSS de la Capitale-Nationale dans le but de les influencer pour l'obtention d'un contrat.

### ***Cadeaux, dons et invitations***

Le fournisseur ne doit pas placer un employé du CIUSSS de la Capitale-Nationale dans une situation pouvant compromettre son intégrité ou son comportement éthique ou pouvant être perçue comme telle en offrant quelque bien, repas, faveur, service, avantage, paiement en espèces, invitation ou cadeau, en vue d'obtenir un avantage indu ou un traitement préférentiel.

### ***Protection des renseignements confidentiels et personnels***

Le fournisseur doit assurer l'exactitude, la confidentialité et la protection de toute information confidentielle et prendre les mesures nécessaires pour protéger cette information confidentielle. Le fournisseur ne peut pas utiliser ni divulguer à un tiers, dans son intérêt personnel ou dans celui de quiconque, des informations confidentielles sans le consentement préalable écrit CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Nous entendons par « information confidentielle » toute information non publique qui est confidentielle ou exclusive pour le CIUSSS de la Capitale-Nationale ou pour un tiers qui lui a communiqué cette information, qu'elle soit numérique ou tangible.

## **6. Mise en œuvre et conformité**

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale compte s'assurer du respect de ses principes par ses fournisseurs et des conséquences d'un non-respect en surveillant les énoncés suivants :

### ***Responsables de l'application du code de conduite des fournisseurs***

La définition et l'application du code de conduite des fournisseurs sont sous la responsabilité du service approvisionnement et gestion contractuel du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Le résultat de la démarche visant l'atteinte des objectifs associés pourra faire l'objet d'une reddition de comptes dans le cadre du bilan des résultats en matière de développement durable de chacun des établissements du RSSS.

### ***Conformité : application du code de conduite***

Le code de conduite fait partie intégrante de l'entente commerciale qui régit la relation d'affaires entre le CIUSSS de la Capitale-Nationale et chacun de ses fournisseurs. Le respect et l'application de ce code de conduite reposent sur une démarche de rigueur, de transparence, de collaboration et d'amélioration continue avec ses fournisseurs et sur une vigie du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Pour assurer le respect et l'application du code de conduite, le CIUSSS de la Capitale-Nationale se réserve le droit de faire des suivis avec ses fournisseurs directs et indirects en faisant appel à différents outils de mise en œuvre, utilisés selon la situation :

- Autoévaluation du fournisseur à l'aide de questionnaires;
- Vigie médiatique, vigie au plumentif de l'entreprise, jurisprudence;
- Audit par le CIUSSS de la Capitale-Nationale ou par une tierce partie.

### ***Responsabilités du fournisseur***

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale encourage ses fournisseurs à se doter de politiques, de codes de conduite ou de processus de gestion qui tiennent compte des principes énoncés dans ce code de conduite.

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale considère qu'il est de la responsabilité de ses fournisseurs de s'assurer du respect des principes énoncés dans ce code de conduite, de les promouvoir tout au long de leur chaîne d'approvisionnement et de faire les suivis appropriés avec leurs sous-traitants.

Les pratiques adoptées par les fournisseurs doivent être vérifiables. Les fournisseurs doivent être en mesure de fournir au CIUSSS de la Capitale-Nationale, sur demande, les documents permettant de témoigner de leur conformité au code de conduite.

Pour favoriser une mise en œuvre optimale du code de conduite, le CIUSSS de la Capitale-Nationale encourage ses fournisseurs à l'informer de toutes les mesures qu'ils ont prises en vue d'améliorer leurs pratiques d'entreprise et à lui faire part de leurs suggestions sur la façon dont le CIUSSS de la Capitale-Nationale peut le mieux contribuer à la mise en œuvre des principes énoncés dans le code de conduite. Par ailleurs, si un fournisseur rencontre des problèmes relativement à l'application de ce code de conduite, le CIUSSS de la Capitale-Nationale s'attend à ce que le fournisseur l'en informe.

Les fournisseurs sont tenus d'aviser leur autorité contractante dès qu'ils prennent connaissance qu'ils pourraient ne pas se conformer au code. Le CIUSSS de la Capitale-Nationale travaillera avec les fournisseurs pour régler les cas possibles de non-conformité au code et pour s'assurer que les fournisseurs comprennent bien les attentes, afin de corriger tout soupçon de manquement.

Si les fournisseurs ou leurs sous-traitants ne sont pas en mesure ou ne veulent pas se conformer au code, le CIUSSS de la Capitale-Nationale se réserve le droit de prendre les mesures appropriées, y compris, mais sans s'y limiter, de chercher à obtenir plus de renseignements, de juger une soumission non recevable, de résilier le contrat pour cause de manquement, de mettre de côté l'offre à commandes ou de suspendre ou annuler l'arrangement en matière d'approvisionnement.

### ***Signalement***

Tout signalement de fournisseur du CIUSSS de la Capitale-Nationale ou de situation contrevenant au présent Code de conduite peut être signalé directement au service de l'approvisionnement à l'adresse courriel suivant :

[03.ciusscn.requisition-appro@ssss.gouv.qc.ca](mailto:03.ciusscn.requisition-appro@ssss.gouv.qc.ca)

Suite à un signalement et après un examen préliminaire, un comité d'analyse incluant des intervenants de divers secteurs (juridique, communication, éthique...) pourra être mis en place afin d'évaluer les recours à entreprendre.

### **Document élaboré par :**

Le Service des approvisionnements et de la gestion contractuelle  
du CIUSSS de la Capitale-Nationale